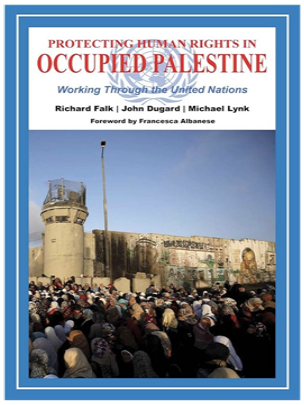
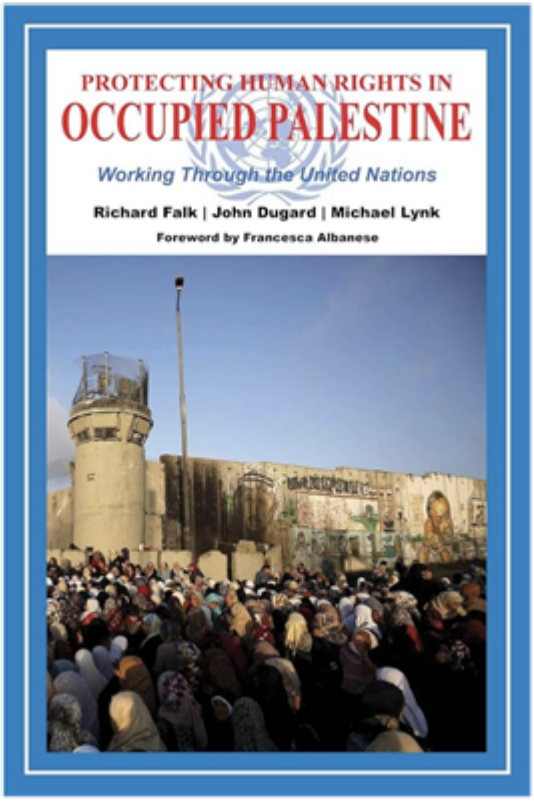


Pourquoi IsraÃ«l craint les faits : Rapport pour les Nations Unies sur les violations des droits de lâ??homme commises par IsraÃ«l dans les territoires palestiniens occupÃ©s

Description

[Il sâ??agit dâ??un essai critique de lâ??ouvrage de Richard Falk, John Dugard et Michael Lynk (avec un avant-propos de Francesca Albanese), Â« ProtÃ©ger les droits humains en Palestine occupÃ©e : Travailler avec les Nations Unies Â» (Atlanta : Clarity Press, 2022)].

Par Mandy Turner, le 21 septembre 2023



> Couverture du livre Â« ProtÃ©ger les droits humains en Palestine occupÃ©e: Travailler avec les Nations Unies Â», de *Richard Falk, John Dugard et Michael Lynk et Francesca Albanese*, tous.tes ont Ã©tÃ© ou sont, rapporteurs.rices spÃ©ciaux.ales sur les territoires palestiniens occupÃ©s pour lâ??ONU. (*Atlanta : Clarity Press, 2022*)

DÃ©but 2017, jâ??ai reÃ§u une invitation Ã prendre la parole lors dâ??un Ã©vÃ©nement organisÃ© Ã Stockholm par lâ??Institut suÃ©dois des affaires internationales (SIIA) pour marquer le cinquantiÃ¨me anniversaire de lâ??occupation par IsraÃ«l de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Câ??est du moins ce que je pensais. Mais lorsque les documents publicitaires ont Ã©tÃ© diffusÃ©s quelques mois plus tard, lâ??Ã©vÃ©nement Ã©tait annoncÃ© comme une analyse du cinquantiÃ¨me anniversaire de la guerre israÃ©lo-arabe de 1967, sans aucune mention dans le titre ou le rÃ©sumÃ© de lâ??occupation israÃ©lienne, contrairement Ã ce qui avait Ã©tÃ© dit lors dâ??Ã©changes antÃ©rieurs avec les organisateurs.rices. Lorsque jâ??ai posÃ© des questions Ã ce sujet, un chercheur principal de la SIIA mâ??a rÃ©pondu que personne ne contestait lâ??occupation dâ??IsraÃ«l, mais quâ??il sâ??agissait du titre et du rÃ©sumÃ© de lâ??Ã©vÃ©nement. Si personne ne la contestait, pourquoi, ai-je demandÃ©, la SIIA essayait-elle dÃ©libÃ©rÃ©ment dâ??Ã©viter dâ??utiliser ce terme ? Jâ??ai menacÃ© de me retirer de lâ??Ã©vÃ©nement si le titre et le rÃ©sumÃ© nâ??Ã©taient pas modifiÃ©s pour reflÃ©ter le consensus international sur le statut des terres palestiniennes occupÃ©es par IsraÃ«l depuis 1967. Jâ??ai refusÃ© de participer Ã une discussion qui Ã©vitait dâ??utiliser le terme Â« occupation Â», ce qui impliquerait que cette dÃ©finition juridique internationale (presque) universellement acceptÃ©e Ã©tait contestÃ©e et sujette Ã dÃ©bat. Malheureusement, je nâ??ai pas eu gain de cause : mes prÃ©occupations ont Ã©tÃ© balayÃ©es, lâ??Ã©vÃ©nement a Ã©tÃ© annulÃ© et aucune explication (ou excuse) nâ??a Ã©tÃ© fournie.

Si je commence cette critique de livre par cette anecdote personnelle, câ??est pour souligner que les termes, les dÃ©finitions et les encadrements sont importants parce quâ??ils faÃ§onnent notre comprÃ©hension du monde et le contexte dans lequel nous agissons. Pour moi, il y a quelque chose de louche lorsque des instituts de recherche respectables tels que la SIIA choisissent de Â« diluer Â» le titre et le rÃ©sumÃ© dâ??un Ã©vÃ©nement en ignorant le droit international, les rÃ©solutions de lâ??ONU et mÃªme la position de son propre gouvernement, la SuÃ¨de, en matiÃ¨re de politique Ã©trangÃ¨re. Imaginez un Ã©vÃ©nement similaire dans les annÃ©es Ã venir, Ã lâ??occasion de lâ??anniversaire de lâ??invasion et de lâ??occupation de lâ??Ukraine par la Russie. Vous nâ??y arrivez pas ? Non, moi non plus.

Ce nâ??est quâ??un exemple, parmi tant dâ??autres, de la maniÃ¨re dont certaines institutions et personnes Ã©vitent dÃ©libÃ©rÃ©ment dâ??utiliser des termes et des dÃ©finitions quâ??IsraÃ«l nâ??approuve pas et contre lesquels il proteste bruyamment. Que ces omissions soient motivÃ©es par lâ??ignorance, la lÃ¢chetÃ© ou la complicitÃ©, le rÃ©sultat est le mÃªme : elles contribuent Ã brouiller les pistes sur les causes du Â« conflit Â» israÃ©lo-palestinien. Jâ??utilise dÃ©libÃ©rÃ©ment des guillemets au mot Â« conflit Â» parce quâ??il vaut mieux comprendre la situation comme une lutte pour les droits et lâ??autodÃ©termination des Palestinien.ne.s contre lâ??Ã?tat-colonial dâ??occupation dâ??IsraÃ«l qui emploie des pratiques brutales de contre-insurrection, dâ??occupation militaire et des politiques dâ??apartheid pour contrÃ´ler, rÃ©primer et dÃ©possÃ©der les Palestinien.ne.s. Ce point de vue a Ã©tÃ© rÃ©cemment approuvÃ© par des organisations de dÃ©fense des droits de lâ??homme telles quâ??*Amnesty International*, *Bâ??Tselem* et *Human Rights Watch*, ainsi que par des experts des droits de lâ??homme, dont les auteurs.rices de cet important ouvrage. Les Palestinien.ne.s, y compris lâ??une de leurs plus importantes organisations de dÃ©fense des droits de lâ??homme, *Al-Haq*,

comprennent depuis longtemps leur situation de cette maniÃ¨re ; ils attendent toujours que le reste du monde les rattrape.

Lâ??occupation par IsraÃ«l de la Cisjordanie et de la bande de Gaza (y compris lâ??annexion illÃ©gale de JÃ©rusalem-Est) est lâ??une des plus longues occupations militaires de lâ??histoire moderne, mÃªme si le droit des Palestinien.ne.s Ã lâ??autodÃ©termination est indiscutablement inscrit dans le droit international et continuellement approuvÃ© par les Nations unies. IsraÃ«l est le seul Ã?tat souverain Ã contrÃ´ler lâ??ensemble du territoire allant du Jourdain Ã la mer MÃ©diterranÃ©e ; lâ??existence de lâ??AutoritÃ© Palestinienne Ã©tablie aprÃ¨s les accords dâ??Oslo (aujourdâ??hui rebaptisÃ©e Â« Ã?tat de Palestine Â», mais toujours sans droits souverains) ne change rien Ã ce fait fondamental. Pourtant, les alliances gÃ©opolitiques actuelles, et notamment lâ??important soutien occidental dont bÃ©nÃ©ficie IsraÃ«l, ont bloquÃ© la dÃ©colonisation et ont condamnÃ© et confinÃ© les Palestinien.ne.s dans des bantoustans soumis.es Ã la violence des colons et de lâ??armÃ©e israÃ©lienne, Ã la rÃ©pression et au dÃ©-dÃ©veloppement. Et chaque annÃ©e, la situation sâ??aggrave. Lâ??ONU (et ses diffÃ©rents organes) est lâ??un des rares forums oÃ¹ les droits des Palestinien.ne.s sont reconnus et soutenus, tandis quâ??IsraÃ«l est condamnÃ© pour sa violation de ces droits, bien que peu dâ??efforts soient faits pour lui demander des comptes. Cette situation a transformÃ© divers organes de lâ??ONU en champs de bataille oÃ¹ se dÃ©roulent dâ??Ã¢pres disputes, en particulier parce que les Ã?tats du Sud font systÃ©matiquement entendre leur voix et votent en faveur des droits des Palestinien.ne.s, tandis que les Ã?tats occidentaux votent contre ou sâ??abstiennent et que les Ã?tats-Unis protÃ¨gent IsraÃ«l en opposant leur veto au Conseil de sÃ©curitÃ© de lâ??ONU. Câ??est toujours la mÃªme histoire : les impuissant.e.s se soutiennent les un.e.s les autres, tandis que les puissant.e.s dÃ©fendent les leurs ; qui se ressemblent sâ??assemblent.

> Â« Cette situation a transformÃ© les diffÃ©rents organes des Nations Unies en champs de bataille, notamment parce que les Ã?tats du Sud font systÃ©matiquement entendre leur voix et votent en faveur des droits des Palestinien.ne.s, tandis que les Ã?tats occidentaux votent contre ou sâ??abstiennent et que les Ã?tats-Unis protÃ¨gent IsraÃ«l en opposant leur veto au Conseil de sÃ©curitÃ© de lâ??ONU. Â»

Il nâ??est donc guÃ¨re surprenant dâ??apprendre que peu de postes de lâ??ONU suscitent autant dâ??examens et de critiques que celui du rapporteur spÃ©cial de lâ??ONU sur la situation des droits de lâ??homme dans les territoires palestiniens occupÃ©s (RSSP) depuis 1967 (ci-aprÃ¨s RS). IsraÃ«l et ses partisans accueillent chaque rapport et commentaire de ces experts en droits de lâ??homme avec des accusations de partialitÃ© anti-israÃ©lienne et dâ??antisÃ©mitisme (mÃªme de la part de ceux.celles qui sont juifs.ves, comme Richard Falk). *ProtÃ©ger les droits de lâ??homme en Palestine occupÃ©e : Travailler avec les Nations Unies* est donc un livre Ã©clairant, Ã©crit par trois des quatre derniers RSSP depuis 2001 : John Dugard (2001-2008), Richard Falk (2008-2014) et Michael Lynk (2016-2022), avec un avant-propos de lâ??actuelle titulaire du poste, Francesca Albanese (2022-) â?? la premiÃ¨re femme Ã occuper ce poste. Il fournit un rÃ©cit cumulatif qui donne Ã rÃ©flÃ©chir sur les violations des droits de lâ??homme des Palestinien.ne.s commises par IsraÃ«l au cours des 22 derniÃ¨res annÃ©es, telles quâ??elles sont documentÃ©es dans les rapports au Conseil des droits de lâ??homme des Nations unies (CDH) rÃ©digÃ©s par Dugard, Falk et Lynk, ainsi que des rÃ©flexions personnelles saisissantes sur les obstructions et les attaques dont ils ont fait lâ??objet, tant au sein du systÃ¨me des Nations Unies que de la part dâ??IsraÃ«l et de ses alliÃ©s. Lâ??une des nombreuses

rÃ©miniscences mÃ©morables du livre est celle oÃ¹ Falk se souvient dâ??avoir Ã©tÃ© traitÃ© de Â« fruitcake Â» (Ã©quivalent de Â« cinglÃ© Â» en franÃ§ais) par John Bolton, un ambassadeur amÃ©ricain de haut rang Ã lâ??ONU (p.30) â?? un terme injurieux qui conviendrait certainement mieux Ã un faucon nÃ©oconservateur tel que lui.

Le livre est divisÃ© en trois parties principales. La premiÃ¨re partie est constituÃ©e dâ??essais individuels rÃ©digÃ©s par Dugard, Falk et Lynk, qui rÃ©sument leurs expÃ©riences au cours de leurs mandats respectifs. La deuxiÃ¨me partie est constituÃ©e dâ??extraits de leurs rapports au CDH, qui mettent en lumiÃ¨re les aspects les plus significatifs de la violation par IsraÃ«l des droits de lâ??homme des Palestinien.ne.s. Les preuves mÃ©ticuleusement documentÃ©es et prÃ©sentÃ©es dans ces rapports constituent un dossier prÃ©cieux sur lequel de nombreux journalistes, politicien.ne.s, diplomates et chercheurs.euses (dont je fais partie) sâ??appuient pour obtenir des informations. La troisiÃ¨me partie complÃ¨te le livre avec des essais individuels de Dugard, Falk et Lynk qui Ã©valuent ce quâ??ils estiment avoir Ã©tÃ© accompli au cours de leurs mandats et rÃ©flÃ©chissent aux dÃ©ceptions. Dans leur conclusion commune, ils affirment que ce rÃ´le de premier plan est devenu un vÃ©hicule important pour Â« normaliser des formulations auparavant taboues Â» telles que Â« colonialisme de peuplement Â» et Â« apartheid Â» pour dÃ©crire IsraÃ«l et son rÃ©gime de contrÃ´le sur les Palestinien.ne.s (p. 372). Dans son premier rapport en tant que ReprÃ©sentante SpÃ©ciale du SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral des Nations Unies, Albanese a brisÃ© un autre tabou en insistant : Â« Dans le territoire palestinien occupÃ©, le terme Â« colonies Â» est plus exact que le terme Â« implantations Â», car ce dernier neutralise leur caractÃ¨re illÃ©gal Â». Jâ??ai interrogÃ© Mme Albanese sur la rÃ©action dâ??IsraÃ«l Ã ce sujet et elle mâ??a rÃ©pondu : Â« Il nâ??y a pas eu de rÃ©action spÃ©cifique, mais les groupes de soutien israÃ©liens ont gÃ©nÃ©ralement rÃ©agi nÃ©gativement, mâ??accusant â?? comme ils lâ??ont fait Ã lâ??Ã©gard de mes prÃ©dÃ©cesseurs et dâ??autres observateurs.rices des droits de lâ??homme rÃ©putÃ©.e.s â?? de partialitÃ©. Il est important de souligner que lâ??utilisation dâ??une terminologie prÃ©cise et exacte est cruciale pour une discussion bien informÃ©e qui peut conduire Ã une Ã©volution positive du dÃ©bat et contribuer Ã la poursuite de la justice et de la paix dans la rÃ©gion. Â»

Le langage est puissant parce quâ??il (re)faÃ§onne notre rÃ©alitÃ©. Bien sÃ»r, ces descriptions sont utilisÃ©es depuis des dÃ©cennies par les Palestinien.ne.s, les militant.e.s Ã©tranger.e.s et les universitaires. Mais lorsque ces termes sont utilisÃ©s par dâ??Ã©minent.e.s expert.e.s internationaux.ales des droits de lâ??homme, avec le sceau dâ??approbation des Nations Unies, ils ont plus dâ??impact et sont symboliquement significatifs parce quâ??ils touchent un public plus large, peuvent contribuer Ã influencer lâ??opinion publique et approfondir les arguments en faveur dâ??une action politique et juridique contre IsraÃ«l. Albanese partage cet avis : Â« Je crois que mon mandat joue un rÃ´le important dans la remise en question des tabous qui prÃ©valent et dans la promotion dâ??un discours nÃ©cessaire inspirÃ© par les droits de lâ??homme Â». Câ??est lÃ que rÃ©side la raison des attaques dâ??IsraÃ«l contre lâ??expertise et lâ??objectivitÃ© de ces titulaires de postes, ainsi que contre le mandat de lâ??ONU lui-mÃªme.

Le systÃ¨me des rapporteurs.rices spÃ©ciaux.ales des Nations Unies et le mandat palestinien

Le mandat du.de la rapporteur.rice spÃ©cial.e a Ã©tÃ© Ã©tabli en 1993 par la Commission des droits de lâ??homme des Nations Unies (UNCHR), prÃ©curseur de lâ??UNHRC. Le CDH est un organe subsidiaire de lâ??AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale des Nations Unies et travaille en Ã©troite collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de lâ??homme (HCDH). Lâ??AssemblÃ©e

gÃ©nÃ©rale des Nations Unies Ã©lit les 47 siÃ¨ges du CDH, qui sont rÃ©partis entre les cinq groupes rÃ©gionaux gÃ©opolitiques des Nations Unies : treize pour lâ??Afrique, treize pour lâ??Asie, six pour lâ??Europe de lâ??Est, huit pour lâ??AmÃ©rique latine et les CaraÃ¯bes, et sept pour le groupe des Ã?tats dâ??Europe occidentale et autres Ã?tats. Cette rÃ©partition des membres signifie que ce forum est lâ??un des rares endroits oÃ¹ lâ??Occident et ses alliÃ©s sont en minoritÃ© ; il est important de garder cela Ã lâ??esprit lorsque lâ??on examine les accusations selon lesquelles le CDH est partial Ã lâ??Ã©gard dâ??IsraÃ«l.

Les rapporteurs.rices spÃ©ciaux.ales (RS) sont des Â« procÃ©dures spÃ©ciales Â» du CDH et ont un mandat de trois ans, qui peut Ãªtre renouvelÃ© pour un deuxiÃ¨me mandat de trois ans. Les RS sont des expert.e.s indÃ©pendant.e. chargÃ©.e.s de faire rapport sur les droits de lâ??homme dâ??un point de vue thÃ©matique ou spÃ©cifique Ã un pays : ils.elles effectuent des visites, organisent des consultations dâ??expert.e.s, rÃ©digent des rapports et sâ??engagent dans des activitÃ©s de plaidoyer. Les bureaux nationaux du HCDH soutiennent leurs activitÃ©s. Les modalitÃ©s de sÃ©lection des RS ont Ã©voluÃ© au fil des ans : aujourdâ??hui, la procÃ©dure prÃ©voit que les candidat.e.s dÃ©posent leur candidature, quâ??une liste restreinte soit examinÃ©e par un groupe consultatif dâ??ambassadeurs.rices qui formule une recommandation au prÃ©sident du CDH, laquelle est ensuite soumise au vote de lâ??ensemble des membres du CDH.

La premiÃ¨re procÃ©dure spÃ©ciale Ã©tait un groupe de travail ad hoc dâ??expert.e.s crÃ©Ã© en 1967 pour enquÃªter sur la situation des droits de lâ??homme dans lâ??Afrique du Sud de lâ??apartheid. Il existe aujourdâ??hui quarante-quatre procÃ©dures spÃ©ciales thÃ©matiques (par exemple, les droits de lâ??homme des migrant.e.s, le droit Ã lâ??alimentation) et douze procÃ©dures spÃ©ciales par pays (par exemple, Myanmar, Somalie) ; elles rendent compte directement au CDH et Ã lâ??AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale des Nations Unies. Plus important encore, et câ??est ce qui les rend si indÃ©pendant.e.s, ils.elles ne sont pas membres du personnel de lâ??ONU et ne reÃ§oivent pas de salaire. Les titulaires de ces postes sont donc en mesure de faire entendre une voix indÃ©pendante, libÃ©rÃ©e du langage diplomatique et des marchandages qui caractÃ©risent le systÃ¨me des Nations Unies.

Les Ã?tats sont tenus de coopÃ©rer avec les procÃ©dures spÃ©ciales en tant que condition dâ??adhÃ©sion Ã lâ??ONU, et en particulier dâ??autoriser les voyages de mission destinÃ©s Ã recueillir des informations pour les deux rapports complets que les procÃ©dures spÃ©ciales doivent prÃ©parer chaque annÃ©e. Mais il nâ??existe aucun moyen institutionnel dâ??agir contre les Ã?tats qui refusent lâ??accÃ¨s. Dugard a Ã©tÃ© le dernier RS autorisÃ© par IsraÃ«l Ã se rendre dans le territoire palestinien occupÃ© (TPO). Dans ce livre, il souligne lâ??importance de ces voyages, notamment pour visualiser lâ??Ã©viscÃ©ration de la Cisjordanie causÃ©e par les nombreuses restrictions imposÃ©es par IsraÃ«l Ã la circulation et Ã la vie quotidienne des Palestinien.ne.s, par le tracÃ© du mur et par les colonies israÃ©liennes. Il a Ã©galement pu observer lâ??impact cumulatif et dÃ©vastateur du blocus israÃ©lien sur Gaza au cours de son mandat : Â« Jâ??ai visitÃ© Gaza chaque annÃ©e de 2001 Ã 2007 et jâ??ai vu sa transformation dâ??un territoire cÃ´tier animÃ© en une terre assiÃ©gÃ©e dont les habitant.e.s vivaient dans la crainte dâ??une nouvelle offensive israÃ©lienne Â» (p.26).

IsraÃ«l a bloquÃ© lâ??accÃ¨s Ã tous les rapports de mission des rapporteurs.rices spÃ©ciaux.ales qui ont suivi. Falk a Ã©tÃ© dÃ©tenu et expulsÃ© lors de son premier voyage de mission en dÃ©cembre 2008, bien quâ??il ait pu se rendre Ã Gaza via lâ??Ã?gypte en 2012 (un itinÃ©raire qui a Ã©tÃ©

fermÃ© aprÃ¨s le coup dâ??Ã?tat Ã©gyptien de 2013). Ni Lynk ni Makarim Wibisono (RS de 2014 Ã 2016) nâ??ont Ã©tÃ© autorisÃ©s Ã se rendre dans le TPO ; en effet, Wibisono a dÃ©missionnÃ© aprÃ¨s seulement dix-huit mois, frustrÃ© par le refus dâ??IsraÃ«l de coopÃ©rer avec le mandat, malgrÃ© sa promesse de le faire sâ??il Ã©tait Ã©lu. IsraÃ«l a Ã©galement refusÃ© jusquâ??Ã prÃ©sent lâ??entrÃ©e Ã Mme Albanese, bien quâ??elle ait vÃ©cu Ã JÃ©rusalem-Est pendant de nombreuses annÃ©es en tant quâ??employÃ©e de lâ??UNRWA dans les annÃ©es 2010 et quâ??elle ait Ã©tÃ© tÃ©moin de la situation de prÃ¨s. Ce manque dâ??accÃ¨s a rendu le rapporteur spÃ©cial plus dÃ©pendant du bureau du HCDH dans le pays ainsi que dâ??autres organisations (palestiniennes, israÃ©liennes et internationales) qui cataloguent les violations des droits de lâ??homme palestiniens par IsraÃ«l â?? leur rÃ´le essentiel est reconnu et apprÃ©ciÃ© par les auteurs.rices.

Le mandat des rapporteur spÃ©cial est de documenter les violations par IsraÃ«l des droits de lâ??homme des Palestinien.ne.s dans le TPO ; il ne couvre pas les violations des droits de lâ??homme perpÃ©trÃ©es par les autoritÃ©s palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza, ni par aucun des groupes armÃ©s palestiniens opÃ©rant dans le TPO (ni les violations commises Ã lâ??intÃ©rieur de la Â« ligne verte Â» par lâ??une ou lâ??autre des parties). Cependant, Dugard, Falk et Lynk ont parfois critiquÃ© lâ??AutoritÃ© Palestinienne et les groupes armÃ©s palestiniens pour des violations des droits de lâ??homme, bien que cela ne relÃ¨ve pas de leur mandat. IsraÃ«l et ses partisans affirment que ce mandat limitÃ© est une preuve supplÃ©mentaire de la partialitÃ© du CDH Ã lâ??Ã©gard dâ??IsraÃ«l.

Il est difficile de ne pas conclure quâ??IsraÃ«l fait cette critique de mauvaise foi, car mÃªme lorsque le CDH entreprend des enquÃªtes qui incluent Ã la fois IsraÃ«l et les groupes palestiniens, comme le rapport 2009 de la Mission dâ??Ã©tablissement des faits de lâ??ONU sur le conflit de Gaza (connu sous le nom de rapport *Goldstone*), IsraÃ«l refuse toujours de coopÃ©rer (lâ??Ã©quipe dâ??enquÃªte a dÃ» accÃ©der Ã Gaza par le passage de Rafah avec lâ??Ã?gypte). IsraÃ«l a Ã©galement rejetÃ© les conclusions du rapport *Goldstone*, qui accusent Ã la fois IsraÃ«l et le Hamas de crimes de guerre et de possibles crimes contre lâ??humanitÃ©. Les pressions exercÃ©es par IsraÃ«l et les Ã?tats-Unis ont fait en sorte que les recommandations du rapport ne soient pas mises en Å?uvre.

Les retombÃ©es du rapport *Goldstone* â?? y compris la dÃ©cision de Richard Goldstone de le dÃ©savouer â?? ont Ã©tÃ© particuliÃ¨rement obscures et dommageables, mais aussi reprÃ©sentatives de ce qui se passe lorsque lâ??on tente de demander des comptes Ã IsraÃ«l, que les groupes palestiniens soient inclus ou non. En 2010, lâ??Institut Reut, un groupe de rÃ©flexion crÃ©Ã© pour fournir une Â« aide Ã la dÃ©cision Â» au gouvernement israÃ©lien, a affirmÃ© que le rapport *Goldstone* Ã©tait un Â« jalon important Â» dans ce quâ??il a appelÃ© la Â« campagne de dÃ©lÃ©gitimation Â» contre IsraÃ«l. Les rapports rÃ©digÃ©s par des expert.e.s respectÃ©.e.s en matiÃ¨re de droits de lâ??homme et publiÃ©s sous lâ??Ã©gide de lâ??ONU sont donc pris trÃ¨s au sÃ©rieux par IsraÃ«l et ses partisans, et câ??est la raison pour laquelle ils sont attaquÃ©s avec tant de vÃ©hÃ©mence.

Pourquoi IsraÃ«l et ses partisans tentent-ils de Â« sâ??attaquer au messager Â» ?

En 2014, jâ??ai interrogÃ© Falk et des fonctionnaires des agences de lâ??ONU dans le TPO, des militant.e.s des droits de lâ??homme dans le TPO et en IsraÃ«l, ainsi que des fonctionnaires palestinien.ne.s et israÃ©lien.ne.s, afin de comprendre le rÃ´le du rapporteur spÃ©cial lui-mÃªme et

lâ??expÃ©rience quâ??il a acquise en lâ??assumant. Toutes les personnes que jâ??ai interrogÃ©es considÃ¨rent que ce rÃ´le est bon et nÃ©cessaire (Ã lâ??exception du fonctionnaire israÃ©lien qui a rÃ©pÃ©tÃ© lâ??allÃ©gation selon laquelle Falk Ã©tait antisÃ©mite et qui nâ??a pas Ã©tÃ© surpris par ma rÃ©ponse indiquant que Falk est juif). Lâ??indÃ©pendance du poste a Ã©tÃ© particuliÃ¨rement apprÃ©ciÃ©e parce quâ??elle permettait aux titulaires dâ??offrir des Ã©valuations factuelles sans Ãªtre gÃªnÃ©.e.s par la menace de perdre leur emploi Ã cause de la pression diplomatique. De nombreux.ses fonctionnaires de lâ??ONU dans le TPO mâ??ont racontÃ© quâ??ils.elles avaient Ã©tÃ© examinÃ©.e.s et attaquÃ©.e.s dâ??une maniÃ¨re qui ne se produisait pas dans dâ??autres postes, ce qui les a poussÃ©s Ã lâ??autocensure.

Des rÃ©vÃ©lations similaires sont faites dans ce livre. Dugard rÃ©vÃ¨le quâ??il regrette de sâ??Ãªtre abstenu dâ??utiliser le terme Â« apartheid Â» jusquâ??en janvier 2007, Â« par crainte Â» que ses rapports ne soient pas pris au sÃ©rieux (p.28). Falk Ã©voque les messages privÃ©s dâ??encouragement quâ??il a reÃ§us de fonctionnaires de lâ??ONU lors des attaques dont il a fait lâ??objet, bien que nombre dâ??entre eux nâ??aient pas voulu afficher publiquement leur soutien (p. 35). Lynk dÃ©crit comment il a observÃ© de prÃ¨s la rÃ©ticence de certains hauts fonctionnaires de lâ??ONU Ã sâ??engager sur cette question en raison du Â« sturm und drang Â» (tempÃªte et stress) qui a accueilli toute tentative de discussion sur lâ??occupation israÃ©lienne et les violations des droits de lâ??homme des Palestinien.ne.s (p.50). De telles rÃ©vÃ©lations permettent de jeter un coup dâ??Å?il derriÃ¨re les rideaux de lâ??ONU, ce qui est rare et troublant (bien que peu surprenant).

IsraÃ«l et ses partisans consacrent Ã©normÃ©ment de temps et dâ??Ã©nergie Ã attaquer le CDH et les personnes occupant le poste du RS du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies. Mais le CDH nâ??a pas le pouvoir dâ??agir et IsraÃ«l jouit dâ??une quasi-impunitÃ© grÃ¢ce au veto amÃ©ricain au Conseil de sÃ©curitÃ© de lâ??ONU. Alors, pourquoi sâ??en prÃ©occuper ?

Pour une raison simple : IsraÃ«l craint un changement potentiel de lâ??opinion publique internationale et de lâ??Ã©lite, qui pourrait intensifier et populariser les appels au boycott, au dÃ©sinvestissement et aux sanctions. Il cible donc quatre sites principaux pour consolider son soutien et intimider ses dÃ©tracteurs.rices. Le premier est le mouvement palestinien de boycott, de dÃ©sinvestissement et de sanctions (BDS), fondÃ© en 2005 par des groupes de la sociÃ©tÃ© civile palestinienne. Le mouvement BDS gagne du terrain dans le monde entier, notamment en sâ??appuyant sur la culture populaire pour toucher un public plus large, avec des soutiens de premier plan comme la star du rock Roger Waters et lâ??auteur Sally Rooney. La deuxiÃ¨me cible est constituÃ©e par les Ã?tats et les Ã©lites politiques ; IsraÃ«l est pratiquement assurÃ© du soutien de lâ??Occident, mais ne bÃ©nÃ©ficie pas dâ??un soutien similaire de la part des pays du Sud, qui ont tendance Ã reconnaÃ®tre le colonialisme et lâ??apartheid lorsquâ??ils en sont tÃ©moins et soutiennent donc les droits des Palestinien.ne.s. La troisiÃ¨me cible est constituÃ©e par les organisations de dÃ©fense des droits de lâ??homme et les experts en droits de lâ??homme qui tÃ©moignent des violations commises par IsraÃ«l, cataloguant un dossier toujours plus vaste de crimes de guerre et de crimes contre lâ??humanitÃ© potentiels. La quatriÃ¨me cible est constituÃ©e par les organisations internationales telles que lâ??ONU, la Cour pÃ©nale internationale et la Cour internationale de justice, qui peuvent rendre des dÃ©cisions juridiques, recommander des sanctions et engager des poursuites.

Pour consolider le soutien international, IsraÃ«l tente de contrÃ´ler ce que le monde extÃ©rieur voit dans le TPO et la maniÃ¨re dont il en parle. Ã? cette fin, il refuse de dÃ©livrer ou de renouveler les visas du personnel international travaillant dans les agences de lâ??ONU, en particulier le HCDH et

lâ??UNOCHA, et (comme mentionnÃ© plus haut) il bloque lâ??entrÃ©e des RS de lâ??UNSR. Il a pris militairement pour cible les bÃ¢timents des agences de presse et a attaquÃ© des journalistes dans le TPO, y compris le meurtre trÃ¨s mÃ©diatisÃ© de Shireen Abu Akhleh dâ??*Al Jazeera* en mai 2022. Il expulse et bannit des expert.e.s des droits de lâ??homme, comme le directeur de *Human Rights Watch* IsraÃ«l et Palestine, Omar Shakir, en novembre 2019. Il a interdit six organisations palestiniennes de dÃ©fense des droits de lâ??homme en tant qu' Â»organisations terroristes Â», notamment *Al-Haq* et *Defense for Children International*, qui sont des sources dâ??information cruciales sur les violations des droits de lâ??homme commises par IsraÃ«l pour les rapports du RS des Nations Unies. Elle a Ã©galement sali les critiques en les accusant dâ??Ãªtre animÃ©es par lâ??antisÃ©mitisme.

Ã?tre accusÃ© dâ??antisÃ©mitisme est une expÃ©rience odieuse que la plupart des gens souhaitent Ã©viter, ce qui est comprÃ©hensible. Il ne fait aucun doute que lâ??antisÃ©mitisme est profondÃ©ment ancrÃ© dans les sociÃ©tÃ©s occidentales et quâ??il existe un besoin clair et urgent dâ??une rÃ©ponse forte et coordonnÃ©e Ã ce phÃ©nomÃ¨ne, ainsi quâ??Ã dâ??autres formes de racisme. Mais assimiler la critique dâ??IsraÃ«l, en particulier par les Palestinien.ne.s, Ã lâ??antisÃ©mitisme est politiquement erronÃ© et moralement rÃ©pugnant, sans parler de la vacuitÃ© intellectuelle. NÃ©anmoins, cela se produit de plus en plus rÃ©guliÃ¨rement, en particulier dans les pays occidentaux qui ont adoptÃ© la dÃ©finition de lâ??antisÃ©mitisme de lâ??Alliance internationale pour la mÃ©moire de lâ??Holocauste (IHRA WDA), car sept des onze exemples dâ??antisÃ©mitisme se rapportent Ã la critique dâ??IsraÃ«l. Une fois de plus, il existe un clivage nord-sud sur cette question : les Ã?tats qui ont adoptÃ© la dÃ©finition de travail de lâ??IHRA proviennent presque tous dâ??Europe, dâ??Europe de lâ??Est et dâ??AmÃ©rique du Nord ; trÃ¨s peu dâ??Ã?tats du Sud lâ??ont adoptÃ©e. Les Nations Unies sont devenues le dernier champ de bataille sur cette question, IsraÃ«l et ses partisans demandant son adoption, tandis que plus dâ??une centaine dâ??organisations de dÃ©fense des droits de lâ??homme sâ??y opposent. Il serait dÃ©sastreux que lâ??IHRA WDA devienne une politique des Nations Unies, car elle interdirait de fait toute critique dâ??IsraÃ«l et priverait les Palestinien.ne.s du droit de raconter leur expÃ©rience de la violence coloniale et de lâ??apartheid.

Pourquoi les Nations Unies ont une responsabilitÃ© particuliÃ¨re dans la dÃ©colonisation de la Palestine

Mon seul reproche Ã ce livre trÃ¨s rÃ©vÃ©lateur est que son titre est trompeur. Les droits de lâ??homme en Palestine occupÃ©e ne sont pas protÃ©gÃ©s. Comme le soulignent les auteurs.rices eux.elles-mÃªmes, câ??est lâ??absence de protection, la violation des droits de lâ??homme par IsraÃ«l et lâ??impunitÃ© dont il jouit qui posent problÃ¨me. Et nous en connaissons les raisons : le veto amÃ©ricain au Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations Unies protÃ¨ge IsraÃ«l, et dâ??autres Ã?tats occidentaux votent contre ou sâ??abstiennent lors de votes visant Ã demander des comptes Ã IsraÃ«l, tandis que les Ã?tats qui soutiennent les droits des Palestinien.ne.s sont impuissants Ã faire respecter ces droits par IsraÃ«l, bien quâ??ils constituent la majoritÃ© des membres de lâ??ONU. Câ??est pourquoi les allÃ©gations selon lesquelles les Nations Unies sont partiales Ã lâ??Ã©gard dâ??IsraÃ«l et obsÃ©dÃ©es par la situation dans le territoire palestinien occupÃ© sont si Ã©tonnamment dÃ©connectÃ©es de la rÃ©alitÃ©.

Dugard, Falk et Lynk contrecarrent facilement cette accusation en expliquant pourquoi les Nations Unies ont une responsabilitÃ© particuliÃ¨re dans la recherche dâ??une solution pacifique et juste. Lorsque la Palestine Ã©tait un mandat de la SociÃ©tÃ© des Nations sous le contrÃ´le de la Grande-

Bretagne, les droits des Palestinien.ne.s Ã lâ??autodÃ©termination ont Ã©tÃ© violÃ©s en raison de la dÃ©claration Balfour ; cette injustice initiale a Ã©tÃ© aggravÃ©e par lâ??Ã©chec du plan de partage des Nations Unies de 1947, approuvÃ© par la rÃ©solution 181 de lâ??AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale, qui Ã©tait censÃ© aboutir Ã deux Ã?tats distincts et Ã un *corpus separatum* pour JÃ©rusalem. Au lieu de cela, on a assistÃ© Ã la crÃ©ation de lâ??Ã?tat dâ??IsraÃ«l, Ã la Nakba et Ã lâ??effacement de la Palestine de la carte. Lynk cite les mÃ©moires de lâ??ancien secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies, Kofi Annan, qui note que la guerre israÃ©lo-arabe ayant coÃ¯ncidÃ© avec la crÃ©ation des Nations Unies, elle est restÃ©e une Â« plaie douloureuse et suppurante â?¦ ressentie dans presque tous les organes intergouvernementaux et du SecrÃ©tariat Â» (p. 48). Il est courant, mais honteux, que des personnalitÃ©s importantes, y compris des reprÃ©sentant.e.s des Nations unies et des gouvernements occidentaux, ne sâ??expriment sur cette question quâ??une fois quâ??ils ont pris leur retraite. Les Nations Unies ont laissÃ© tomber le peuple palestinien Ã chaque Ã©tape importante, notamment en nâ??exerÃ§ant aucune pression ou en ne recourant Ã aucune force pour mettre en Å?uvre la rÃ©solution 242 du Conseil de sÃ©curitÃ© au lendemain de la guerre de 1967, qui exige quâ??IsraÃ«l quitte les terres arabes quâ??il occupait. IsraÃ«l a ainsi bÃ©nÃ©ficiÃ© dâ??un environnement propice Ã la violation de ses obligations en tant que puissance occupante, au non-respect du droit humanitaire international en toute impunitÃ© et Ã la perpÃ©tration de crimes de guerre.

Les auteurs.rices ne rÃ©pondent pas non plus Ã lâ??accusation selon laquelle ils.elles ne sont pas des expert.e.s impartiaux.ales et objectifs.ves. Lâ??archevÃªque Desmond Tutu, laurÃ©at du prix Nobel de la paix et militant de la lutte contre lâ??apartheid et des droits de lâ??homme, a fait une dÃ©claration cÃ©lÃ¨bre : Â« Si vous Ãªtes neutre dans les situations dâ??injustice, vous avez choisi le camp de lâ??oppresseur. Si un Ã©lÃ©phant a son pied sur la queue dâ??une souris et que vous dites que vous Ãªtes neutre, la souris nâ??apprÃ©ciera pas votre neutralitÃ© Â». IsraÃ«l et ses partisans tentent de brouiller les pistes en confondant dÃ©libÃ©rÃ©ment lâ??objectivitÃ© et lâ??impartialitÃ© avec la neutralitÃ©. Lynk appelle cela un Â« *both-sideism* Â» (littÃ©ralement â??des deux campsâ??) stÃ©rile (p.342) et, comme Dugard et Falk, affirme quâ??Ãªtre un.e. dÃ©fenseur.euse des droits de lâ??homme signifie critiquer ceux.celles qui contreviennent aux droits de lâ??homme et prendre position contre ceux.celles qui les violent, en particulier dans un cas Ã©vident de dÃ©sÃ©quilibre.

Il ne fait aucun doute quâ??IsraÃ«l est alarmÃ© par le fait que les rapports de ces rapporteurs.rices spÃ©ciaux.ales de lâ??UNSR prouvent quâ??il nâ??y a pas dâ??Ã©quivalence entre les Â« deux camps Â» dans cette situation ; il y a plutÃ´t une hiÃ©rarchie de pouvoir avec un Ã?tat de colonisation et dâ??occupation, et une population colonisÃ©e, occupÃ©e et souffrant de graves violations de ses droits de lâ??homme au bas de lâ??Ã©chelle. Albanese insiste : Â« Lâ??un des tabous fondamentaux qui doit Ãªtre levÃ© est la reprÃ©sentation du Â« conflit israÃ©lo-palestinien Â» comme le rÃ©sultat dâ??une animositÃ© mutuelle ou de diffÃ©rences sectaires. Au contraire, il est essentiel de reconnaÃ®tre quâ??elle est enracinÃ©e dans un projet colonial durable. Â» Les commissions dâ??enquÃªte internationales, qui ont Ã©tÃ© nombreuses, ont Ã©tÃ© critiquÃ©es Ã juste titre pour avoir offert de Â« faux espoirs Â» aux Palestinien.ne.s. NÃ©anmoins, le rapport de lâ??UNSR sur les droits de lâ??homme joue un rÃ´le important : il rÃ©pertorie les violations des droits de lâ??homme des Palestinien.ne.s commises par IsraÃ«l, fournit des informations factuelles aux dÃ©fenseurs.euses et aux activistes et contribue Ã maintenir fermement la Palestine Ã lâ??ordre du jour de lâ??ONU. Câ??est pourquoi IsraÃ«l et ses partisans attaquent continuellement le poste et ses titulaires, et câ??est pourquoi nous devons le dÃ©fendre ainsi que ceux qui lâ??assument.

Mandy Turner *est spÃ©cialiste de lâ??aide, des conflits et du dÃ©veloppement, avec 25 ans dâ??expÃ©rience en tant que chercheuse, consultante, Ã©ducatrice et journaliste, spÃ©cialisÃ©e en IsraÃ«l et la Palestine. IntÃ©ressÃ©e par la recherche, le conseil, le plaidoyer et lâ??Ã©dition.*

Source: Jadaliyya

Traduction ED pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©Ã©e
2023/09/29